



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°548 du 23 au 29 octobre 2025

TRANSITION

UNE UNION SACRÉE
EST-ELLE POSSIBLE ?

CARBURANT

LES REVENDEURS
SUR LA SELLETTE

UFOA-A U17 2025

BILAN SATISFAISANT



FRANC CFA

SURIS OU TRANSITION

À 14 mois du lancement de l'éco et avant les 80 ans du franc CFA, l'Afrique de l'Ouest doit arbitrer entre stabilité économique et souveraineté politique pour définir son avenir monétaire.

GRATUIT

Ne peut être vendu

CANAL+

30 JOURS

D'EXPERIENCE AUGMENTEE

ACCESS



EVASION

5000 FCFA

7000 FCFA

AU LIEU DE

~~10000~~ FCFA

PASSEZ A LA FORMULE SUPERIEURE

20000

POUR

EN+

FCFA TTC *

*Offre valable du 1er au 31 Octobre 2025 pour tous les abonnés ACCESS. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2 000 FCFA et profitez de 30 jours à la formule EVASION. Offre valable une seule fois sur la période.



36 555

COUT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPERATEUR

ÉDITO

Bamako suffoque dans le chaos du carburant

Depuis plusieurs jours, la circulation à Bamako est devenue un véritable parcours du combattant. Aux heures de pointe comme en pleine journée, les axes principaux sont engorgés par des files interminables de véhicules convergeant vers les rares stations-service encore approvisionnées. Les embouteillages s'étendent parfois sur plusieurs centaines de mètres, bloquant les voies secondaires et paralysant des quartiers entiers. Sur le terrain, le constat est le même partout. Motos, tricycles, SOTRAMA, camions et véhicules de particuliers se mêlent sans ordre précis devant les pompes. Faute d'organisation, les conducteurs s'agglutinent, chacun tentant de gagner quelques places dans la queue. Ce désordre général, nourri par la fatigue et l'urgence, transforme les stations en points de tensions où la patience cède souvent la place à la confusion et à l'anarchie. La désorganisation a aussi des effets directs sur la mobilité urbaine. Les automobilistes contraints d'éviter les stations bloquées sont obligés de prendre des détours parfois longs de plusieurs kilomètres. Dans certains cas, ces déviations provoquent des embouteillages secondaires, ralentissant l'accès aux hôpitaux, aux marchés, aux services, aux écoles, etc. Des accidents mineurs sont régulièrement signalés, conséquence de manœuvres improvisées et d'un manque de visibilité. Face à cette situation, la régulation du trafic ne peut plus se limiter aux grands axes. Les stations-service, devenues des points névralgiques, nécessitent désormais une présence policière effective pour organiser la circulation, séparer les types d'engins et éviter la saturation des voies publiques. Dans un contexte de pénurie persistante, l'enjeu n'est pas seulement d'assurer l'approvisionnement, mais aussi de préserver la sécurité et la fluidité de la mobilité dans la capitale.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

3 450

C'est le nombre de nouvelles plaques d'immatriculation non retirées par leurs propriétaires à la date du 21 octobre 2025, selon le directeur général des Transports.

ILS ONT DIT...

• « Je vous invite et encourage tous les acteurs, notamment les organes de l'Union africaine, les États membres et la société civile, à plus d'engagement et de dévouement pour l'application de la Charte, ainsi qu'à une efficacité plus concrète de la protection des droits de l'homme sur le continent ». **Modibo Sacko, président de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples**, 21 octobre 2025.

• « Il est important que le Nord global et les pays développés n'adoptent pas une approche Minecraft. Parfois, c'est comme dans ce jeu : il y a du pétrole, du gaz, des minéraux rares. On met un peu d'investissement ici et là. Non, ce n'est pas ainsi que cela doit se passer. L'engagement doit être fondé sur le respect mutuel, des intérêts partagés et sur la reconnaissance que l'Afrique doit se développer ». **Yusuf Tuggar, ministre nigérian des Affaires étrangères**, 22 octobre 2025.

RENDEZ-VOUS

26 octobre 2025 :

Match Real Madrid / FC Barcelone, Liga (Espagne)

1er novembre 2025 :

Concert de Yacou B OG, place du Cinquanteaire

4-6 novembre 2025 :

Senegal International Mining Conference & Exhibition, Diamniadio, Sénégal

8 novembre 2025 :

Théâtre – Parole d'eau, compagnie Nama, IFM Bamako

UN JOUR, UNE DATE

21 octobre 1986 : Entrée en vigueur de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples.



Herintsalama Rajaonarivelo est nommé Premier ministre par le nouveau régime malgache, le 20 octobre 2025.



Aboubacar Sidiki Fomba, membre du CNT, fait l'objet d'une plainte déposée contre lui par le Conseil malien des transporteurs routiers, le 18 octobre 2025.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Au **Cameroun**, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes pour protester contre la victoire de **Paul Biya**, selon les résultats de la **présidentielle du 12 octobre 2025**.

FRANC CFA : UNE MONNAIE EN

À quatorze mois du lancement annoncé de la monnaie unique éco et à la veille du quatre-vingtième anniversaire du franc CFA, la question de l'avenir de la monnaie ouest-africaine revient sur le devant de la scène. Entre héritage historique, stabilité économique et souveraineté politique, la région cherche à définir les contours d'une nouvelle ère monétaire.

MASSIRÉ DIOP

Créé le 26 décembre 1945, le franc CFA demeure, près de quatre-vingts ans plus tard, l'une des devises les plus anciennes en circulation sur le continent. Instrument de stabilité pour certains, symbole de dépendance pour d'autres, il est au cœur des débats sur la souveraineté et l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest. Pour l'économiste Modibo Mao Makalou, « le débat sur le franc CFA s'inscrit dans une dynamique plus large, celle d'une réorganisation des zones monétaires ouest-africaines ». Il rappelle : « il existe aujourd'hui deux blocs – l'UEMOA et la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) – qui devraient converger vers une monnaie unique, l'Eco, prévue pour 2027 ». Souvent présenté comme un vestige du passé colonial, le franc CFA a pourtant connu plusieurs mutations majeures. D'abord baptisé franc des Colonies Françaises d'Afrique, il devient à l'indépendance franc de la Communauté Financière Africaine pour l'UEMOA et franc de la Coopération Financière en Afrique centrale pour la CEMAC. La dévaluation de 1994 et la réforme de 2019 ont transformé sa gouvernance. Les pays de l'UEMOA ne déposent plus leurs réserves au Trésor français et la France ne siège plus dans les instances de la BCEAO.

Stabilité monétaire De plus, l'arrimage à l'euro (1 € = 655,957 franc CFA) demeure un choix de stabilité monétaire comparable à d'autres régimes de change dans le monde. Des pays comme le Danemark, le Maroc ou le Qatar arriment également leur monnaie à une

devise forte sans y voir une atteinte à leur souveraineté. Ce système assure la prévisibilité des prix et la confiance des investisseurs, mais limite la marge de manœuvre monétaire des États membres. Selon la BCEAO, la zone UEMOA – huit pays dont le Mali – a enregistré en 2024 une croissance moyenne de 5,7% et une inflation de 3,4%, parmi les plus faibles du continent. Les réserves de change, estimées à 16,1 milliards d'euros, couvrent environ quatre mois et demi d'importations, tandis que la dette publique moyenne atteint 52% du PIB.

Réformes inachevées et enjeux régionaux L'accord signé en décembre 2019 entre la France et les États membres de l'UEMOA visait à moderniser la Zone franc avec le retrait des représentants français, la création d'un compte de garantie à la BCEAO et l'autonomie soutenue de la banque centrale. Ces réformes ont renforcé la gouvernance régionale sans remettre en cause la parité fixe avec l'euro.



L'avenir du franc CFA soulève de nombreuses interrogations.

inflation maîtrisée, réserves couvrant au moins trois mois d'importations et ratio dette/PIB inférieur à 70. À ce jour, seuls deux pays remplissent durablement ces conditions. Selon Modibo Mao Makalou, « l'Eco sera une monnaie ouest-africaine émise par une banque centrale fédérale, dotée d'un taux de change flexible adossé à un panier de devises ». Il précise que « seuls les pays respectant les critères de convergence macroéconomique fixés par la CEDEAO seront éligibles », une condition qui rendra la mise en œuvre progressive.

nominale, mais pas la transformation structurelle des économies. Sur le plan politique, il pose la question du pouvoir : qui décide de la politique monétaire africaine, selon quelles règles et au profit de qui ? ». Sissoko estime que les réformes menées depuis 2019 ont renforcé la forme plus que le fond : « la parité fixe avec l'euro et la garantie de convertibilité par la France ont été maintenues. L'arrimage est une source de crédibilité, mais aussi une contrainte : il protège contre l'instabilité mais limite la capacité d'adaptation ». Il plaide pour une transition graduelle : « l'enjeu n'est pas de



Le débat sur le franc CFA est à la fois économique, politique et symbolique. Sur le plan économique, il interroge la performance réelle du système : la Zone CFA a assuré la stabilité nominale, mais pas la transformation structurelle des économies.

L'Eco en ligne de mire En parallèle, la CEDEAO poursuit le projet de monnaie unique Eco, dont le lancement est prévu pour 2027. Les chefs d'État ont confirmé cette date lors du sommet d'Abuja de juillet 2024, sous réserve du respect des critères de convergence : déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB,

Souveraineté monétaire en débat Pour l'économiste Étienne Fakaba Sissoko, la question du franc CFA dépasse les frontières de la technocratie. « Le débat sur le franc CFA est à la fois économique, politique et symbolique. Sur le plan économique, il interroge la performance réelle du système : la Zone CFA a assuré la stabilité

rompre brutalement, mais de redéfinir la relation monétaire dans un cadre africain maîtrisé : un système plus flexible, appuyé sur un fonds de stabilisation régional et une coordination budgétaire renforcée ».

Le Mali à la croisée des chemins La sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la

SURIS OU EN TRANSITION ?



REPÈRES

26 décembre 1945 :
création du franc CFA,

1994 : dévaluation historique

2027 : date prévue pour le lancement de la monnaie unique éco

CEDEAO en janvier 2025 et la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) redessinent la carte institutionnelle régionale. Ces pays demeurent membres de l'UEMOA, mais leur position au sein du futur éco reste incertaine. Pour Étienne Fakaba Sissoko, cette situation crée une zone grise monétaire : « le Mali se trouve à la croisée de trois dynamiques contradictoires : son appartenance à l'UEMOA, sa rupture avec la CEDEAO et son adhésion à l'AES. Cette triple appartenance pose un défi de cohérence monétaire ». Pour Modibo Mao Makalou, « aucune incompatibilité n'existe pour le moment entre l'AES et l'UEMOA ». Il estime que « ces deux cadres peuvent coexister, car l'UEMOA repose sur un traité solide d'intégration économique et monétaire, avec des politiques

sectorielles harmonisées et un Tarif extérieur commun ». Certains analystes, comme Madou Cissé, appellent à la prudence face à une monnaie propre à l'AES. Dans une analyse publiée récemment, il souligne que ces pays « affichent une balance commerciale déficitaire » et que « près de 40% des importations devraient être couvertes par un stock supplémentaire de devises ». Il estime qu'une monnaie autonome mal préparée pourrait accroître les coûts de transaction et fragiliser les échanges dans une économie encore dépendante des importations. Makalou souligne, quant à lui, qu'une monnaie nationale « doit reposer sur la solidité de l'économie réelle et sur un appareil institutionnel crédible ». Il rappelle qu'une banque centrale indépendante devrait « assurer la stabilité des prix, gérer les réserves de change et garantir la sécurité du système bancaire ». Pour autant, des experts s'accordent néanmoins sur la nécessité d'une préparation concertée : « le Mali devra préserver la stabilité de sa monnaie actuelle tout en préparant sa position stratégique dans les recompositions à venir. Sans discipline budgétaire et sans vision partagée du déve-

loppement, aucune monnaie ne peut être souveraine – fût-elle rebaptisée Eco », conclut Sissoko.

Les précédents guinéen et mauritanien Rappelons que la Guinée et la Mauritanie faisaient partie de la Zone franc avant de la quitter respectivement en 1960 et 1973. La Guinée, première à se retirer, a connu une crise de liquidité et une inflation rapide après la création du franc guinéen. La Mauritanie, avec l'introduction de l'ouguiya, a subi plusieurs années d'instabilité avant de retrouver un équilibre. Ces expériences illustrent les risques d'une transition monétaire précipitée sans réserves ni instruments de stabilisation suffisants.

Perspectives pragmatiques

La transition vers l'Eco, prévue pour 2027, s'annonce progressive. Plusieurs scénarios sont évoqués : maintien d'un CFA réformé, adoption partielle de l'Eco par les pays les plus préparés ou création de mécanismes parallèles au sein du Sahel. Pour Modibo Mao Makalou, la réussite de la transition dépendra aussi du rôle du secteur privé. Il appelle à « mobiliser l'épargne régionale, créer des marchés financiers intégrés et allonger la durée des crédits » afin de financer les investissements productifs et environnementaux. La BCEAO rappelle que l'objectif premier demeure la stabilité macroéconomique et la protection du pouvoir d'achat. Selon ses données 2025, la Zone UEMOA conserve « des fondamentaux solides » malgré les pressions sécuritaires et climatiques.

À l'aube de ses 80 ans, le franc CFA en est aujourd'hui à une étape décisive de son histoire, entre autonomie institutionnelle et dépendance structurelle. Pour les experts, l'enjeu n'est pas la rupture, mais la construction d'une souveraineté monétaire pragmatique conciliant stabilité, intégration régionale et indépendance économique. ■

3 QUESTIONS À



MODIBO MAO MAKALOU

Économiste

1 Le débat sur le franc CFA refait surface alors que la CEDEAO prépare le lancement de l'éco. Comment analysez-vous cette transition ?

L'Afrique de l'Ouest compte aujourd'hui deux zones monétaires : l'UEMOA et la ZMAO. Ces structures devraient converger vers l'Eco en 2027. L'objectif est de renforcer l'intégration régionale et de réduire les coûts liés à la multiplicité des monnaies. L'éco sera émis par une banque centrale fédérale, avec un taux de change flexible adossé à un panier de devises. Les pays respectant les critères de convergence macroéconomique seront prioritaires.

2 Certains évoquent la création d'une monnaie commune pour les pays du Sahel. Est-ce une option viable et sous quelles conditions ?

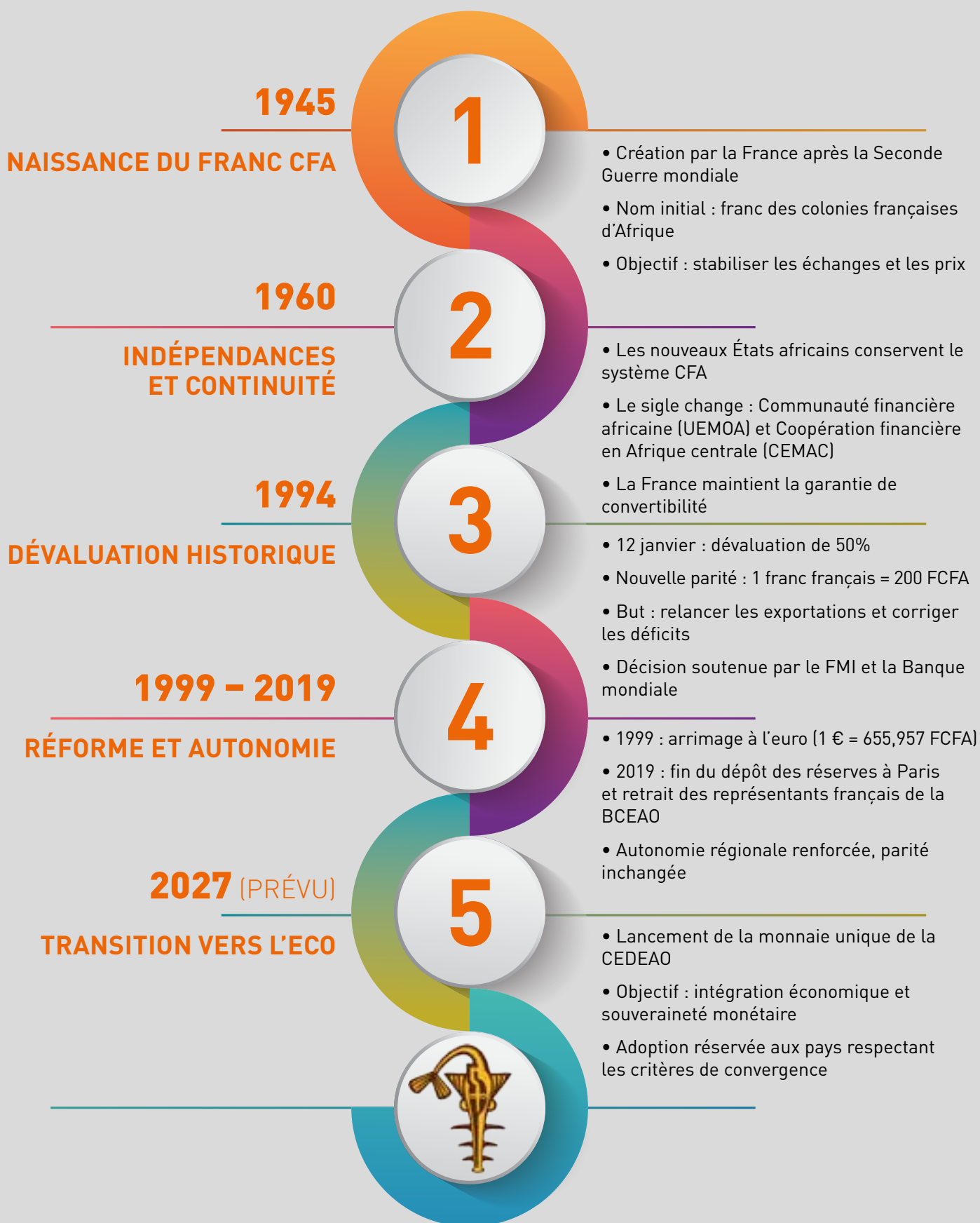
La création d'une monnaie nationale est d'abord un choix politique, mais elle requiert une base économique solide. Il faut une banque centrale autonome, des réserves suffisantes et une production nationale capable de soutenir la valeur de la monnaie. Sans discipline budgétaire ni stabilité macroéconomique, cette option comporte plus de risques que d'avantages.

3 Quelle place pour le secteur privé dans cette future architecture monétaire ?

Le secteur privé est un acteur clé. Il doit accéder à des financements plus longs et moins coûteux, bénéficier d'un marché financier intégré et d'un cadre de stabilité propice à l'investissement. C'est aussi lui qui portera dans les faits la réussite de la transition vers l'Eco.

FCFA : 80 ANS D'ÉVOLUTION MONÉTAIRE

De 1945 à l'Eco, prévu pour 2027, le franc CFA a traversé réformes, crises et mutations sans perdre sa stabilité. Voici les grandes étapes de son histoire.





SPIRIT



3^e
EDITION

DU
23
au
25
OCTOBRE
CICB

FORUM

D'INVESTISSEMENT DANS LA FILIÈRE COTON

Investir dans le coton pour bâtir l'avenir

EN MARGE DES FESTIVITÉS DE LA
JOURNÉE MONDIALE DU COTON

PROGRAMME

Foire et expositions

Panel haut niveau : défis et opportunités

Tables rondes investisseurs et financement

Ateliers de renforcement de capacités

Rencontres B2B et B2C

Cérémonie de remise de prix et défilé Made in Mali

Info_line : (+223) 94 55 45 24 / 83 41 67 82 / 77 29 13 36



TRANSITION : UNE UNION SACRÉE EST-ELLE POSSIBLE ?

Dans un message adressé le 15 octobre dernier au Président de la Transition, le Président du Parti pour l'action civique et patriotique (PACP) dissous, Yeah Samaké, appelle à une union des forces pour sauver le Mali. Son initiative relance le débat sur la possibilité d'une union sacrée des Maliens dans un contexte de crise multidimensionnelle profonde.

MOHAMED KENOVI

Dans son message, Yeah Samaké invite à « dépasser les clivages » afin de bâtir ensemble un Mali fort, souverain et prospère. « Je viens en paix, avec le cœur d'un patriote sincère », écrit-il, avant de tendre « une main fraternelle pour le Mali ». Cet appel à l'unité intervient dans une période où la cohésion nationale est plus que jamais mise à l'épreuve. Mais une union sacrée rassemblant acteurs politiques et forces vives autour des autorités de la Transition est-elle réellement possible dans le climat actuel ?

Méfiance L'appel de Yeah Samaké, au-delà de sa portée symbolique, ravive le débat sur les conditions d'un dialogue inclusif dans un Mali fragmenté par les tensions politiques et sociales. Depuis plusieurs mois, une partie de la population réclame un retour à un ordre institutionnel normal, tandis qu'une autre affiche un soutien indéfectible aux autorités actuelles, convaincue que les anciens dirigeants ont failli.



De plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à une union sacrée autour de la transition.

et les relations entre la Transition et les anciens acteurs politiques restent tendues. Bien avant cette mesure, plusieurs leaders d'opinion, anciens ministres, Présidents de partis et figures religieuses avaient été arrêtés, réduits au silence ou contraints à l'exil. Dans ce contexte, l'appel à

Les conditions d'une union nationale crédible Malgré les obstacles, plusieurs observateurs considèrent que l'union sacrée de tous les Maliens demeure une nécessité stratégique pour sortir le pays de l'impasse actuelle. Cependant, pour qu'une telle union soit possible, elle doit reposer sur des bases sincères. La libération des anciens responsables politiques et des leaders d'opinion incarcérés constituerait un signal fort d'apaisement. « Le Mali a besoin de tous ses fils. L'imam Mahmoud Dicko, Moussa Mara, Ras Bath, Ben le Cerveau, Rose « la vie chère », Mamadou Traoré dit Le Roi, l'imam Sékou Sidibé, l'imam Bandiougou Traoré, etc., ont tous leur utilité dans la gestion de la crise actuelle », estime Sékou Niamé Bathily, élu local et cadre de l'ancien parti RPM. Par ailleurs, la restauration du débat public permettrait de retisser le lien entre dirigeants et citoyens. Pour M. Bathily, « il faut accepter qu'il y a des Maliens qui souffrent de la gouvernance

EN BREF

AES : LE COMMANDEMENT DE LA FORCE UNIFIÉE BIENTÔT INSTALLÉ

Le Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, procédera dans les prochains jours à Bamako à l'installation officielle du Commandant de la Force unifiée de la Confédération AES et de son adjoint, scellant ainsi la mise en marche effective d'un outil militaire intégré. Cette étape fait suite à la réunion stratégique des Chefs d'état-major des armées des trois pays membres de la Confédération, tenue le 15 octobre dernier à Niamey sous la présidence du Général Oumar Diarra, Chef d'état-major général des armées du Mali et Président en exercice du Comité des Chefs d'état-major de la Confédération AES. La rencontre avait pour principal objectif d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en place de la Force unifiée et de définir les prochaines étapes de son opérationnalisation complète. Les travaux ont porté notamment sur la situation sécuritaire dans les zones d'opération de la Force, l'état d'avancement de l'installation et de l'opérationnalisation de l'état-major intégré, ainsi que sur la présentation des activités déjà menées et des défis à relever. ■ **M.K**

L'union des forces est possible, mais elle exige un changement profond des attitudes et des pratiques. Elle suppose un leadership capable d'inclure plutôt que d'exclure...

Cette fracture du corps social s'accompagne d'une crispation politique qui rend toute initiative d'union nationale difficile à concrétiser. Comme le souligne un analyste politique, « il ne suffit pas de tendre la main, encore faut-il qu'elle soit saisie. Or, aujourd'hui, la main de la réconciliation se heurte au mur de la méfiance et du ressentiment ». Depuis la dissolution des partis politiques en mai dernier, la scène politique est figée,

l'union sonne à la fois comme une exhortation patriotique et comme un rappel de la nécessité du pardon. « L'union des forces est possible, mais elle exige un changement profond des attitudes et des pratiques. Elle suppose un leadership capable d'inclure plutôt que d'exclure, de réconcilier plutôt que de punir, et surtout une confiance mutuelle qui fait aujourd'hui défaut », souligne notre interlocuteur.

actuelle du pays et que d'autres ont le droit d'en parler ». Enfin, la mise en place d'un cadre de concertation réellement inclusif — associant acteurs politiques, religieux, militaires et société civile — pourrait donner corps à l'idée d'un consensus national.

« Le Mali a déjà connu des moments d'unité dans l'adversité, notamment lors de la crise de 2012. Si la Transition actuelle veut réussir, elle doit comprendre que la force d'un État réside dans sa capacité à écouter et à rassembler, non à imposer et à diviser », conclut un ancien responsable politique. ■



ABDOU KOLA BOCOUM

« Notre ambition est la transformation des communautés en acteurs de changement »

L'ONG « Think Peace » a lancé, le 22 octobre 2025 à Bamako, le Projet d'Action Communautaire pour la Transformation et la lutte contre l'Extrémisme violent (PACTE). Dans cet entretien, son Coordonnateur national, Abdou Kola Bocoum, présente les grandes lignes du projet et ses objectifs.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOVI

En quoi consiste le projet « PACTE » ?

Le projet PACTE, porté par Think Peace avec l'appui financier du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), se veut une réponse aux défis majeurs qui menacent notre vivre-ensemble, en particulier la montée de l'extrémisme violent, qui fragilise les communautés et compromet l'avenir de la jeunesse malienne. Il vise à intégrer, au sein des groupements de femmes et de jeunes mais aussi d'acteurs et d'actrices religieux, des mécanismes d'alerte précoce et des actions communautaires telles que la sensibilisation, la médiation, le partage d'informations fiables et d'expériences afin de prévenir l'extrémisme violent. Ce projet, d'une durée de sept mois, sera mis en œuvre à Bamako, Ségou et Ménaka. Notre démarche s'inscrit pleinement dans

les efforts des autorités nationales, notamment ceux du Secrétariat permanent de la prévention de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme.

Quels en sont les objectifs ?

À travers ce projet, nous voulons renforcer la résilience des communautés de Bamako, Ségou et Ménaka, mobiliser les jeunes, les femmes, les leaders religieux et les autorités locales autour d'initiatives concrètes de prévention de l'extrémisme violent, favoriser le dialogue intergénérationnel et intercommunautaire en mettant en avant la participation citoyenne et la gouvernance inclusive et enfin promouvoir une culture de paix durable à travers la formation, la sensibilisation et l'action communautaire. Notre ambition est la transformation des communautés en véritables acteurs de changement, capables de résister aux discours de haine et à la manipulation, et de proposer des alternatives positives fondées sur la solidarité, l'inclusion et la citoyenneté.

Comment le projet sera-t-il concrètement mis en œuvre ?

Nous avons prévu trois sessions de formation à l'intention de cinq groupements de femmes dans chacune des trois localités ciblées. Ces formations porteront sur la prévention de l'extrémisme violent, la gestion pacifique des conflits et la mise en place d'initiatives d'entraide communautaire. Au total, 60 femmes seront formées : 20 à Bamako, 20 à Ségou et 20 à Ménaka. En parallèle, trois ateliers de formation réuniront 60 leaders religieux autour des thématiques de la prévention de la radicalisation, de la promotion du dialogue interreligieux et du renforcement de la cohésion sociale. Ainsi, 210 personnes bénéficieront directement du projet, parmi lesquelles des femmes, des jeunes, des leaders religieux et des représentants d'associations locales. Nous visons également à toucher 100 000 internautes à travers notre campagne digitale de sensibilisation. ■

KOWBEYE!

TM1
La télé qui vous allume !

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

CRISE DE CARBURANT : LES REVENDEURS SUR LA SELLETTE

Le Mali tente d'enrayer la pénurie de carburant qui paralyse l'économie depuis plusieurs semaines. Les autorités ont restreint la vente aux acteurs informels, une mesure qui accentue les difficultés des populations rurales et de milliers de petits opérateurs.

FATOUMATA MAGUIRAGA

La crise du carburant affecte désormais tous les secteurs d'activité. Depuis les attaques de camions-citernes entamées mi-septembre, l'approvisionnement est fortement perturbé, entraînant la pénurie jusque dans la capitale. Face à l'ampleur de la situation, les autorités ont annoncé des mesures destinées à stabiliser le marché et à sécuriser la chaîne logistique. Parmi celles-ci, la restriction de la vente par les revendeurs, censée éviter les spéculations et limiter le détournement du produit vers les groupes armés. Une mesure jugée nécessaire mais difficile à appliquer dans un contexte de forte demande et de hausse continue des prix.

De plus, cette crise a déjà provoqué une baisse sensible du transport des marchandises et du trafic urbain, entraînant des pertes économiques estimées à plusieurs milliards de francs CFA. Le Mali, dont la consommation mensuelle avoisine 65 millions de litres pour une capacité de stockage de 53 853 m³, est dépendant à plus de 90% des importations transitant principalement par le port de Dakar. Toute perturbation logistique sur cet axe ou aux fron-



Les revendeurs de carburant ont du mal à s'approvisionner.

tières fragilise l'ensemble du système énergétique national.

Gestion à long terme La pénurie a révélé les limites structurelles du dispositif de gestion et de distribution des produits pétroliers. Pour résoudre durablement la crise, les autorités annoncent le renforcement des escortes des camions-citernes, la surveillance accrue de la distribution afin d'éviter les pratiques spéculatives et une politique de stockage plus ambitieuse. À Bamako, les files d'attente s'allongent

devant les stations-service tandis que les revendeurs informels prospèrent. Entre 1 500 et 2 000 francs CFA le litre, les consommateurs n'ont guère le choix. Dans les villes de province, les

autorités tentent de rationner la distribution quand le produit est disponible. À Ségou, un conducteur de mototaxi confie : « cela fait trois jours que j'attends. Les stations disent qu'il n'y en a plus. » En attendant le prochain ravitaillement, il espère que « les autorités reprendront le dessus ».

Dans d'autres localités comme Fana ou Moussala, les habitants évoquent les mêmes difficultés d'approvisionnement. Les revendeurs, désormais exclus du circuit, peinent à s'adapter tandis que les populations redoutent une crise prolongée. Au-delà de la gestion immédiate, la situation interroge sur la soutenabilité du modèle énergétique national et le coût croissant des subventions publiques dans un contexte de tensions budgétaires. ■

EN BREF

MINÉRAUX CRITIQUES : UN FINANCEMENT POUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS

La société d'investissement anglaise, Appian Capital Advisory, a annoncé la création d'un fonds d'investissement d'un milliard de dollars destiné à soutenir les projets liés aux minéraux critiques. Mis en œuvre avec le soutien de l'International Finance Corporation (IFC), ce projet ciblera principalement les marchés émergents, notamment en Afrique. Il s'agit du premier financement axé exclusivement sur le secteur minier et spécifiquement conçu pour les marchés émergents. Le fonds couvrira toutes les étapes du cycle minier — de la construction à l'exploitation, en passant par l'expansion. Exclusivement financé par l'IFC, le fonds bénéficie déjà d'une première dotation de 100 millions de dollars. Le reste du financement sera mobilisé sous la supervision de la filiale IFC Management Company. La gestion du fonds sera assurée par Appian Capital Advisory, qui privilégiera les investissements en actions, en crédits et en redevances minières. L'investissement initial concernera la mine de Santa Rita, au Brésil, l'Amérique latine étant, pour l'instant, la principale région ciblée. Toutefois, l'Afrique, bien qu'encore non intégrée aux projets actuels, représente un potentiel considérable susceptible d'attirer l'intérêt futur des investisseurs. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le continent africain abrite près de 30% des réserves mondiales de minéraux critiques. ■

Redistribution du marché aérien Abidjan bloque Air France

La ligne aérienne Abidjan-Paris, un marché parmi les plus lucratifs d'Afrique, est au cœur d'un bras de fer économique intense. Les autorités ivoiriennes ont récemment bloqué les programmes de vols d'Air France et Corsair pour la saison hiver, exigeant une révision du partage des fréquences au profit d'Air Côte d'Ivoire (ACI). Ce conflit repose sur un déséquilibre historique. Air France et Corsair détiennent à elles deux près de 75 % du mar-

ché long-courrier, tandis que les compagnies locales ne captent qu'environ 1% du trafic total entre l'Afrique de l'Ouest et le reste du monde. Avant le blocage, Air France exploitait jusqu'à 14 vols hebdomadaires (deux par jour). La Côte d'Ivoire cherche à réduire cette hégémonie pour permettre à ACI de lancer efficacement son service quotidien (7 vols par semaine), opéré par de nouveaux Airbus A330-900neo.

L'enjeu va au-delà du seul axe parisien. Forte d'un chiffre d'affaires proche de 150 milliards FCFA en 2024, ACI se positionne pour devenir un hub sous-régional. Cette stratégie vise à capter la croissance future, alors que l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) prévoit un doublement du trafic africain d'ici 2043. En forçant la réduction des fréquences françaises, Abidjan utilise son pouvoir de régulation pour rapatrier la valeur

économique et garantir la viabilité à long terme de sa compagnie nationale sur cette route vitale. C'est donc une bataille stratégique pour la souveraineté économique du ciel ivoirien qui vient d'être engagée. ■

Georges Keïta Le rêveur qui donne vie à l'animation africaine

À Bamako, dans un modeste salon transformé en atelier créatif, un jeune homme de trente-sept ans redessine les contours de l'imaginaire africain. Il s'appelle Georges Keïta, enseignant de profession. Mais une fois la journée de cours terminée, il enfile, tel un justicier, une autre casquette : celle de créateur d'animations 2D inspirées de l'esthétique japonaise et revisitées à la sauce africaine.

Sans studio ni moyens considérables, Georges travaille avec les outils qu'il a pu réunir au fil des années : un ordinateur robuste, une tablette graphique et cette ressource inestimable qu'aucune machine ne remplace - la passion. C'est dans ce petit espace, entre une bibliothèque et une table à dessin, que prennent vie des univers peuplés de héros maliens, de masques dogons animés, de paysages sahéliens et de musiques traditionnelles réinventées. Son épouse, Mariam Keïta, joue un rôle essentiel dans cette aventure. Non seulement elle l'encourage, mais elle participe aussi à la construction de son univers artistique. Elle est, se-

lon l'animateur 2D, son rocher, son équilibre. Ensemble, ils visionnent des films d'animation japonais, coréens et américains, qu'ils analysent minutieusement pour comprendre les techniques, les rythmes et les émotions à retranscrire dans un cadre africain. « Elle comprend ma vision, confie Georges avec un sourire. Elle sait que ce que je fais aujourd'hui, c'est pour inspirer les enfants maliens de demain ». Freelance à ses heures, Georges réalise également des spots publicitaires animés pour des entreprises locales. Ces petits contrats lui permettent non seulement de financer ses projets personnels, mais aussi d'affiner sa maîtrise du mouve-



Georges Keïta est un grand passionné d'animation 2D.

ment, du scénario et du son. Son rêve ? Voir un jour émerger une véritable industrie du film d'animation au Mali, capable de rivaliser avec celles d'Asie ou d'Amérique. Il en est convaincu : l'Afrique regorge de mythes, de contes et de personnages capables d'alimenter un art visuel

fort, identitaire et universel. En attendant, dans le calme de son salon, Georges Keïta poursuit son rêve image par image, persuadé qu'un jour, les enfants du continent grandiront en regardant des héros qui leur ressemblent. ■

IBRAHIM BABY



REPRISE DES COURS : PAIX FRAGILE DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES

Les élèves des écoles publiques ont repris les cours ce 20 octobre 2025. Près de trois semaines après la rentrée, les enseignants ont accepté de lever leur mot d'ordre d'arrêt de travail consécutif à la suspension de leurs salaires à la suite des conclusions du Système de gestion des ressources humaines (SIGRH). Une reprise bienvenue, mais qui reste suspendue au respect par le gouvernement de ses engagements.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Les cours ont repris dans les écoles publiques mais le climat reste tendu.

Après dix-neuf jours d'arrêt de travail, les élèves des écoles publiques de Bamako et de plusieurs localités du pays ont enfin retrouvé le chemin de l'école. Alors que la rentrée scolaire 2025-2026 avait officiellement eu lieu le 1er octobre, la Synergie des syndicats de l'éducation avait lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail pour exiger la régularisation des salaires suspendus. À la suite de discussions avec les autorités, la Synergie a annoncé le 13 octobre la suspension de son mot d'ordre et fixé la reprise effective des cours au 20 octobre. Partout, l'enjeu est désormais le rattrapage des semaines perdues accumulées.

Une paix précaire Mais cette reprise s'effectue dans un cli-

mat tendu. Outre la course contre la montre que devront désormais mener enseignants et élèves pour rattraper le retard accumulé, les syndicats préviennent que la trêve reste fragile. Dans une lettre datée du 17 octobre et adressée au Gouverneur du District de Bamako, la Coordination des syndicats de l'Éducation si-

bli le 14 octobre 2025 ». La coordination syndicale prévient : en cas de non-respect des engagements, une grève sera déclenchée automatiquement le 27 octobre 2025. Si cette reprise est un soulagement pour les parents d'élèves, la stabilité de l'année scolaire demeure incertaine. Certaines représentations régionales de la Synergie dénoncent la lenteur dans la régularisation des salaires et conditionnent la reprise effective des cours à une satisfaction totale de leurs revendications. D'autres continuent le processus d'enrôlement des enseignants concernés.

Pour mémoire, le rapport du SIGRH, remis aux autorités le 15 août 2025, avait révélé plus de 36 000 fonctionnaires fictifs, entraînant la suspension de leurs salaires à partir du mois de septembre. Une

La coordination syndicale promet de déclencher de façon automatique une grève le 27 octobre 2025 en cas de défaillance dans le respect des engagements.

gnataires du 15 octobre 2016 félicite ses militants tout en invitant les autorités « au respect du chronogramme des traitements de salaires éta-

mesure qui continue de provoquer de vives tensions dans le secteur éducatif. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

LÉRÉ : L'IRC À LA RESCOURS D'UNE POPULATION ISOLÉE PAR LES CRISES

Située dans la région de Tombouctou, Léré sort difficilement d'une longue période d'isolement provoquée par un blocus de groupes armés et des inondations dévastatrices. Une récente évaluation de l'International Rescue Committee (IRC) révèle que 38% des ménages sont en insécurité alimentaire et qu'un sur deux risque de le devenir, tandis que 70% ont connu une famine modérée. Face à cette situation, l'IRC, seule organisation humanitaire présente sur place, a lancé une opération d'urgence pour soutenir 600 ménages, dont des familles d'accueil et déplacées. Chaque foyer reçoit une aide financière de 64 000 francs CFA afin de couvrir ses besoins essentiels, en plus de deux cycles de distribution et de la mise en place d'un système d'eau potable. En collaboration avec les autorités locales, l'IRC veut redonner à Léré les moyens de renforcer sa résilience et de restaurer sa dignité collective. ■

EN BREF

RÉADAPTATION PHYSIQUE : UN NOUVEL ÉLAN POUR L'INCLUSION AU MALI

Le Mali a récemment réaffirmé son engagement en faveur des personnes handicapées en abritant, le 21 octobre 2025, un symposium national sur la réadaptation physique. Organisé par le ministère de la Santé en partenariat avec le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et l'ONG Humanité et Inclusion, cet événement marque une étape importante vers une politique nationale d'inclusion plus robuste. Ce symposium répond à un besoin social urgent, étant donné que près de deux millions de personnes au Mali vivent avec un handicap, principalement dû aux séquelles de la polio-myélite, aux conflits armés et aux accidents de la route. Les partenaires internationaux soutiennent activement le renforcement des capacités locales. Le CICR, notamment, appuie la construction d'un Centre d'excellence en orthèses et prothèses à Bamako et la formation de professionnels. Selon son rapport 2024, plus de six mille bénéficiaires ont déjà été pris en charge dans les structures partenaires à travers le pays (Bamako, Mopti, Gao, Tombouctou et Ségou). L'enjeu est de taille puisque le Mali manque cruellement de personnel qualifié, comptant moins de soixante orthoprothésistes et rééducateurs diplômés pour vingt-deux millions d'habitants. Le plan d'action 2025-2027 vise à tripler ces effectifs et à moderniser les infrastructures régionales. Le symposium a souligné l'importance d'une approche durable et intégrée, liant santé, dignité humaine et développement social. L'objectif ultime est de faire du Mali un pôle sous-régional de référence en matière de réhabilitation physique, garantissant une meilleure autonomie et une inclusion effective des citoyens handicapés. ■

CÔTE D'IVOIRE : UN SCRUTIN SANS SUSPENSE MAIS À FORTE PORTÉE RÉGIONALE

À deux jours de la présidentielle du 25 octobre, la Côte d'Ivoire se prépare à un vote marqué par l'absence de ses grandes figures d'opposition. Face à une scène politique recomposée, Alassane Ouattara aborde ce rendez-vous décisif dans une région en pleines turbulences.

MASSIRÉ DIOP



Cinq candidats sont en course pour la présidentielle ivoirienne du 25 octobre 2025.

Cinq candidats sont officiellement en lice pour la présidentielle ivoirienne du 25 octobre 2025, validés par le Conseil constitutionnel au terme d'un processus tendu. Le Président sortant Alassane Ouattara, 83 ans, brigue un quatrième mandat sous les couleurs du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix. Face à lui, quatre visages aux parcours contrastés tentent de rompre la logique d'un pouvoir solidement installé. Simone Ehivet, ancienne Première Dame et ex-compagne de Laurent Gbagbo, veut incarner un retour moral et patriotique après des années de silence politique. Jean-Louis Billon, homme d'affaires et ancien

ministre du Commerce, mise sur la souveraineté économique et la bonne gouvernance. Ahoua Don Mello, proche de l'ancien Président Gbagbo, prône une alternative nationaliste, tandis que Kouadio Konan Bertin, indépendant, s'appuie sur sa réputation de ténacité politique. Malgré la présence de ces profils contrastés, la campagne s'est déroulée dans un calme relatif, sans grands rassemblements, révélant à la fois la discipline du pouvoir et la résignation d'une partie de l'électorat. Mais, derrière la diversité affichée, la compétition semble déjà pliée. Plusieurs figures majeures de la vie politique ivoirienne – Laurent Gbagbo, Guillaume Soro, Tidjane Thiam et Pascal Affi N'Guessan

– ont été écartées de la course pour des raisons judiciaires ou administratives. Ces exclusions nourrissent la contestation et fragilisent la perception de légitimité du scrutin. Le véritable enjeu pourrait alors résider dans le taux de participation. Entre lassitude électorale et sentiment d'inutilité du vote, la mobilisation populaire déterminera la portée politique du résultat. Au-delà des frontières ivoiriennes, ce scrutin résonne dans une Afrique de l'Ouest en recomposition. La CEDEAO, affaiblie par le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso, tente de restaurer son autorité morale en prônant l'alternance et la bonne gouvernance. Les tensions frontalières, la pression migratoire venue du Sahel, l'inflation et la menace jihadiste complètent un paysage d'incertitudes. Dans ce contexte, la stabilité de la Côte d'Ivoire est un enjeu collectif pour la région, entre promesse de continuité et besoin d'exemplarité démocratique.

À l'heure où la CEDEAO tente de restaurer son image d'espace d'alternance et de stabilité, la Côte d'Ivoire, par son poids économique et politique, reste observée comme le baromètre de la démocratie ouest-africaine. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

BRÉSIL : UN PROJET PÉTROLIER CONTROVERSÉ À L'APPROCHE DE LA COP 30

À quelques semaines de la COP 30 à Belém, le Brésil crée la polémique en autorisant un nouveau projet pétrolier en Amazonie. Une décision qui remet en cause ses engagements climatiques et alimente les critiques des défenseurs de l'environnement. Le gouvernement brésilien a donné son feu vert à la compagnie Petrobras pour des forages exploratoires à l'embouchure de l'Amazone, dans une zone maritime sensible abritant mangroves et récifs coralliens. Cette décision, prise alors que le pays s'apprête à accueillir la COP 30, est dénoncée par les ONG comme un signal désastreux pour la protection du climat. Parallèlement, la construction d'une autoroute reliant Belém aux grands axes amazoniens inquiète les écologistes, qui y voient une menace directe pour la forêt tropicale. Le contraste est saisissant : le gouvernement prône la transition verte tout en soutenant des projets fossiles et routiers jugés destructeurs. À moins d'un mois du sommet, la crédibilité du Brésil comme hôte et porte-voix du climat mondial semble compromise. ■

États-Unis - Venezuela La lutte antidrogue vire au bras de fer

Les relations entre Washington et Caracas traversent leur phase la plus tendue depuis une décennie. Sous couvert de lutte contre le narcotrafic, les États-Unis ont déployé ces dernières semaines des navires de guerre, des sous-marins et des avions furtifs F-35 au large des côtes vénézuéliennes. Officiellement, l'opération vise à intercepter les flux de cocaïne et à démanteler les réseaux du Tren de Aragua. Mais pour le gouvernement de Nicolás Maduro, il s'agit d'une provocation et d'une tentative déguisée d'ingérence. L'histoire entre les deux pays est marquée par la méfiance. Depuis la rupture diplomatique de 2019, Washington

soutient ouvertement les mouvements d'opposition et a à plusieurs reprises appelé à un changement de régime. Les récentes révélations sur l'autorisation donnée à la CIA de conduire des opérations secrètes renforcent les soupçons d'une stratégie visant à installer un gouvernement plus favorable aux États-Unis. Il faut noter que Caracas a réagi en mobilisant des milliers de miliciens et en renforçant sa présence militaire à la frontière colombienne. Les analystes redoutent qu'un incident en mer ou dans l'espace aérien ne provoque une escalade incontrôlée. Dans les Caraïbes, la tension rappelle les heures les plus sombres de la Guerre froide. ■

TOURNOI UFOA-A U17 2025 : UN BILAN SATISFAISANT

Le tournoi de l'UFOA-A U17 2025 s'est achevé le 18 octobre à Bamako, après deux semaines de matches intenses et riches en émotions. Huit sélections de la sous-région étaient en lice pour décrocher le titre et les deux places qualificatives pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations U17.

MOHAMED KENOVI



Le Sénégal est de nouveau sacré champion zonal après sa victoire face au Mali en finale.

Champion en titre, le Sénégal a conservé son trophée avec autorité. Invaincus tout au long de la compétition, les Lionceaux ont affiché une solidité collective impressionnante. Emmenés par Souleymane Commissaire Faye, auteur d'un doublé en finale, ils ont dominé le Mali 2-0 pour s'adjuger une troisième couronne zonale après celles de 2018 et 2024. De son côté, le Mali n'a pas démérité.

Logés dans le groupe A avec la Gambie, la Guinée-Bissau et le Libéria, les Aiglons ont entamé le tournoi par une large victoire 6-0 face au Libéria avant d'enchaîner avec deux matches nuls (1-1 contre la Guinée-Bissau et 2-2 face à la Gambie). En demi-finale, les jeunes Maliens ont éliminé la Guinée (2-1) grâce à une belle réaction collective, avant de s'incliner face à un Sénégal plus expérimenté lors de la finale.

Malgré la déception du dernier match, les protégés du sélectionneur Demba Mamadou Traoré ont atteint leur principal objectif : la qualification pour la CAN U17 2026, aux côtés du Sénégal. Derrière les finalistes, la Guinée-Bissau a décroché la troisième place en venant à bout de la Guinée lors de la petite finale, confirmant ainsi sa montée en puissance dans les catégories de jeunes.

Une vitrine pour la jeunesse ouest-africaine

Sur le plan individuel, le Sénégalais Souleymane Commissaire Faye a été élu à la fois meilleur joueur et meilleur buteur de la compétition, tandis que son coéquipier Assane Sarr a remporté le trophée de meilleur gardien. Côté malien, même si la force du collectif a été la clé du parcours, plusieurs talents se sont distingués, à l'image du capitaine Ismaël Kamissoko des Étoiles du Mandé, ainsi que des attaquants Mohamed Sogodogo du FC Malikoura et Fousseyni Sidibé du CSB. L'organisation de ce tournoi, unanimement saluée par les délégations participantes, a confirmé la capacité du Mali à accueillir de grands rendez-vous sportifs. Au-delà du sacre sénégalais, la compétition a démontré la vitalité et le potentiel du football de jeunes en Afrique de l'Ouest.

Le rendez-vous est désormais pris pour la CAN U17 2026, où le Sénégal et le Mali tenteront de porter haut les couleurs de la sous-région, aux côtés des représentants de l'UFOA-B, la Côte d'Ivoire et le Ghana. ■

CAF Awards 2025 Les joueurs nommés pour le Ballon d'Or africain dévoilés

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé, ce mercredi 22 octobre 2025, la liste des dix joueurs retenus pour le trophée du Joueur africain de l'année 2025. Les nommés sont : le Camerounais Frank Anguissa, le Congolais Fiston Mayele, l'Égyptien Mohamed Salah, le Gabonais Denis Bouanga, le Guinéen Serhou Guirassy, le Marocain Achraf Hakimi, le Tunisien Oussama Lamlouhi, le Nigérian Victor Osimhen, ainsi que les Sénégalais Iliman Ndiaye et Pape Matar Sarr. Parmi ces dix prétendants, deux joueurs se détachent comme les grands favoris à la victoire finale : Mohamed Salah, quatrième du dernier Ballon d'Or France Football et auteur d'une solide saison avec Liverpool, et Achraf Hakimi, sixième du même classement et pilier de la saison historique du Paris Saint-Germain. Pour l'heure, la CAF n'a pas encore communiqué la date de la cérémonie de remise du trophée. ■ **M.K**



CARTONS DE LA SEMAINE

Le Centre de Référence de Basketball de Tombouctou (CRBT) s'est qualifié le 19 octobre pour l'Élite 16 de la Basketball Africa League 2026. Les Champions du Mali en titre ont pris le dessus sur le Centre Fédéral de Guinée (74-51) lors de la dernière journée de la première phase qualificative du groupe A.

Le milieu de terrain de Burnley, **Hannibal Mejbri**, est accusé d'avoir craché sur des supporters de Leeds United lors du match ayant opposé les deux équipes samedi dernier. La Fédération anglaise de football (FA) et la police du Lancashire ont ouvert une enquête qui pourrait déboucher sur une suspension du joueur tunisien.

DJINGAREYBER : SEPT SIÈCLES D'HÉRITAGE VIVANT À TOMBOUCTOU

La mosquée de Djingareyber, construite entre 1325 et 1327, sous le règne de l'Empereur Mansa Moussa, vient de célébrer ses 700 ans. L'événement, le 12 octobre 2025 à Tombouctou, a coïncidé avec la traditionnelle cérémonie de crépissage, symbole d'unité et de transmission.

FATOUMATA MAGUIRAGA



L'année 2025 marque les 700 ans de la mosquée de Djingareyber.

Cette édition a pris une dimension particulière dans le cadre de l'Année de la Culture au Mali, réunissant habitants, autorités locales et associations de ressortissants autour d'un même objectif, à savoir la préservation d'un patrimoine historique majeur du pays. Érigée en banco, bois et fibres végétales, la mosquée de Djingareyber est l'une des trois grandes mosquées de Tombouctou, aux côtés de Sankoré et de Sidi Yahia. Inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO

depuis 1989, elle a connu plusieurs restaurations, notamment après avoir été inscrite sur la liste du Patrimoine en péril en 2012, à la suite des attaques armées contre la ville qui avaient entraîné la destruction de nombreux édifices culturels. Ce site emblématique, comme les anciens manuscrits de Tombouctou, incarne la richesse intellectuelle et spirituelle d'une cité qui fut longtemps un centre d'enseignement islamique de référence dans le monde sahélien. Cette année, la commémoration des

700 ans a été placée sous le signe de la cohésion sociale et de la renaissance culturelle. « Crépîr ensemble la maison de Dieu, c'est un facteur d'unité. La mosquée appartient à la communauté et c'est ensemble qu'il faut l'entretenir », explique un membre de l'Association des ressortissants et sympathisants pour le développement du cercle de Tombouctou (ARDCT). Le Président de la délégation spéciale de la commune, Yéhia Tandina, a souligné que cette célébration devait aussi renforcer la transmission des valeurs locales : « on ne peut dissocier l'Arabe du Sonraï ou le Tamasheq du Bambara, chacun apportant un plus à cette diversité. » Le crépissage de Djingareyber est un rituel collectif où chaque acteur a un rôle précis. Les maçons guident les travaux, les Omams veillent aux aspects religieux, les femmes et les jeunes assurent le transport du banco. Ce geste annuel dépasse la simple conservation du bâtiment, puisqu'il symbolise la résilience d'une ville qui a su préserver son identité malgré les crises sécuritaires et climatiques.

À travers cette cérémonie, les habitants de Tombouctou affirment leur attachement à un patrimoine commun. Djingareyber est un repère spirituel et culturel, témoin de sept siècles d'histoire et de savoir-faire qui continuent de nourrir la mémoire et l'unité du Mali. ■

INFO PEOPLE

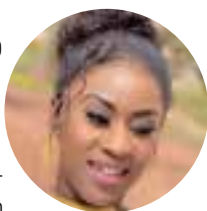
BINGUINI BAKHAGA EN SPECTACLE À PARIS

La chanteuse Binguini Bakhaga donne rendez-vous à ses fans à Paris le samedi 8 novembre 2025 pour un « Grand Sumu exceptionnel ». L'événement, très attendu par la diaspora, s'annonce comme une célébration de la tradition, de la culture et de l'émotion, selon les mots de l'artiste. Des invités d'honneur et des « mairaines de cœur » seront de la partie pour accompagner celle qui s'impose désormais comme l'une des voix féminines les plus puissantes du Mali. Originaire de Kayes, Binguini Bakhaga s'impose depuis quelques années comme l'une des ambassadrices de la musique malienne à l'international, en alliant élégance, authenticité et message de fierté culturelle.



MÉCÉNAT RECORD POUR MARIAM BAH À ABIDJAN

La cantatrice malienne Mariam Bah Lagaré a été honorée par un geste de mécénat spectaculaire à Abidjan par le chorégraphe Sékou Simbo Keïta. Lors d'un sumu très médiatisé, Sékou Keïta a récompensé la prestation de l'artiste avec une somme de 14 millions de FCFA et un bracelet en or personnel. La nouvelle, propulsée sur les réseaux sociaux, confirme l'importance des dons financiers dans la tradition des griots et souligne la popularité durable de Mariam Bah. Le geste du chorégraphe, connu pour sa générosité, s'inscrit dans un courant de reconnaissance culturelle où les hommes d'affaires et entrepreneurs africains célèbrent les artistes traditionnels.



Journal du Mali

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

